

**PROCÈS-VERBAL** d'une assemblée publique de la  
COMMISSION SUR L'EAU, L'ENVIRONNEMENT, LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET LES GRANDS PARCS

Le lundi 20 janvier 2020, à 19 h  
Édifice Lucien-Saulnier, 155, rue Notre-Dame Est, salle du conseil

---

**Commissaires présent(e)s :**

- Mme Valérie Patreau, présidente**  
Conseillère d'arrondissement, Outremont
- M. Francesco Miele, vice-président**  
Conseiller de la ville, Saint-Laurent
- Mme Maria Tutino, vice-présidente**  
Mairesse, Baie-d'Urfé
- Mme Josefina Blanco**  
Conseillère d'arrondissement, Le Plateau–Mont-Royal
- Mme Lisa Christensen**  
Conseillère d'arrondissement, Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles
- Mme Catherine Clément-Talbot**  
Conseillère de la ville, Pierrefonds-Roxboro
- M. Gilles Déziel**  
Conseiller d'arrondissement, Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles
- Mme Fanny Magini**  
Conseillère d'arrondissement, Outremont
- M. Jérôme Normand**  
Conseiller de la ville, Ahuntsic–Cartierville

**Commissaire absente :**

- Mme Maeva Vilain**  
Conseillère d'arrondissement, Le Plateau–Mont-Royal

**Aussi présents :**

- M. Arnaud Budka**, directeur, Direction de la gestion des matières résiduelles, Service de l'environnement
- M. Frédéric Saint-Mieux**, chef de section, Planification et développement gestion des matières résiduelles, Division collecte, transport et matières résiduelles, Direction de la gestion des matières résiduelles, Service de l'environnement

**Le quorum est atteint.**

**Assistance :** 18 personnes

---

**1. Ouverture de l'assemblée**

La présidente de la Commission, Mme Valérie Patreau, déclare l'assemblée ouverte à 19 h 04 et souhaite la bienvenue aux personnes dans la salle à l'occasion de cette cinquième séance publique d'une série de six consacrées à l'audition des mémoires et opinions sur le projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2020-2025 de l'agglomération de Montréal (2020-2025). Elle salue également les personnes qui suivent la séance grâce à la webdiffusion.

La présidente invite les membres de la Commission à se présenter à tour de rôle, puis elle souhaite la bienvenue aux personnes-ressources du Service de l'environnement de la Ville de Montréal responsables du dossier du PDGMR qui assistent à cette assemblée, à la secrétaire recherchiste responsable de la coordination des travaux de la Commission, ainsi qu'au personnel technique et de sécurité présent ce soir.

La présidente poursuit en rappelant les grandes étapes de la consultation ayant mené à la présente séance d'audition des mémoires. Elle souligne que la Commission a reçu plus d'une cinquantaine de demandes pour présenter un mémoire ou une opinion dans le cadre de cette consultation. La Commission a d'ailleurs également reçu plusieurs dizaines de mémoires et avis écrits qui ne seront pas présentés oralement, mais qui seront sous peu rendus disponibles sur la page web dédiée à cette consultation sur le site des commissions permanentes.

La présidente rappelle que les personnes intéressées ont encore la chance de faire connaître leur point de vue à la Commission en répondant au questionnaire en ligne disponible sur la plateforme [Réalisons Montréal](#), et lancé la semaine dernière, en complément à cette consultation. Elle explique que ce questionnaire a pour objectif de prendre la mesure des efforts que la population est prête à faire pour contribuer à l'objectif de réduction à la source qui a été fixé par l'agglomération. À ce jour, plus de 2 000 personnes ont déjà répondu. La présidente indique que ce questionnaire sera accessible jusqu'au 6 février prochain, inclusivement.

La présidente décrit les moyens de communication qui ont été déployés pour annoncer cette consultation et inviter la population montréalaise à y participer. Elle indique entre autres que les documents afférents (Stratégie et Plan d'action du PDGMR) ont été rendus disponibles à partir du 27 novembre 2019 dans l'ensemble des bureaux Accès Montréal, dans les mairies des villes liées, ainsi que sur le web.

## 2. Adoption de l'ordre du jour

Sur une proposition de Mme Josefina Blanco, appuyée par Mme Lisa Christensen, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité tel que proposé.

## 3. Montréal, objectif zéro déchet : Consultation sur le projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2020-2025 de l'agglomération de Montréal – Audition et dépôt des mémoires et opinions

La présidente décrit le fonctionnement de la période d'audition des mémoires et donne quelques consignes aux personnes qui prendront la parole. Elle invite ensuite les premiers intervenants prévus à l'horaire à commencer leur présentation.

### 3.1 MME MARYLINE CHARBONNEAU, CHEFFE – PROMOTION DES INTÉRÊTS DU MONT ROYAL ET M. BENOIT LABBÉ, DIRECTEUR – AFFAIRES PUBLIQUES, LES AMIS DE LA MONTAGNE

M. Labbé et Mme Charbonneau présentent la mission de leur organisation ainsi que son point de vue quant à la gestion des matières résiduelles hors foyer, exposé plus en détail dans le [mémoire soumis](#) ainsi qu'à travers la [présentation visuelle](#) utilisée en cours de séance. En font foi les bandes vidéo déposées sur le site des commissions permanentes, à l'adresse : [ville.montreal.qc.ca/zerodechet](http://ville.montreal.qc.ca/zerodechet).

La présentation est suivie d'une période de questions et commentaires des commissaires :

| Commissaires                 | Questions / commentaires   |
|------------------------------|--|
| Mme Catherine Clément-Talbot | Remercie les Amis de la montagne pour leur mémoire et rappelle que le mont Royal constitue l'emblème naturel par excellence de Montréal / Se questionne sur les estimations de fréquentation mentionnées, de l'ordre de 8 millions de personnes par année, et sur la provenance de ces visiteurs et visiteuses / S'enquiert, à titre comparatif, de la fréquentation annuelle d'autres grands parcs tels le Central Park à New York / Accueille favorablement la recommandation visant l'installation d'instruments de gestion des matières résiduelles permettant la collecte séparative dans les grands parcs. |
| Mme Valérie Patreau          | Se questionne sur l'intérêt de lancer un grand chantier de réforme de la gestion des matières résiduelles hors foyer en commençant par le Parc du Mont-Royal plutôt que par un parc plus petit, où il serait peut-être plus facile de déployer des projets pilotes / Demande si les Amis de la montagne ont une expérience ou mènent une réflexion particulière sur la sensibilisation des touristes à une saine gestion des matières résiduelles dans les parcs.  |
| Mme Fanny Magini             | S'enquiert de la quantité de matières résiduelles générées par les activités ou les visiteurs du Parc du Mont-Royal / Demande si un projet pilote pour la gestion des matières organiques <i>in situ</i> serait envisageable dans ce parc.   |
| M. Francesco Miele           | Demande des précisions sur les modes de sensibilisation privilégiés actuellement sur le terrain par les Amis de la montagne / Demande si l'enjeu de la gestion des matières résiduelles fait partie des préoccupations exprimées dans les commentaires transmis à l'organisme par les personnes qui visitent le mont Royal.  |

La présidente remercie M. Labbé et Mme Charbonneau, puis cède la parole à Mmes Colleen Thorpe et Amélie Côté, respectivement directrice générale de l'organisme Équiterre, et consultante chez Incita, coopérative conseil en réduction des matières résiduelles.

**3.2 MME COLLEEN THORPE, DIRECTRICE GÉNÉRALE, ÉQUITERRE ET MME AMÉLIE CÔTÉ, CONSULTANTE, INCITA, COOPÉRATIVE CONSEIL EN RÉDUCTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES**

Mmes Thorpe et Côté présentent les principales constatations et propositions contenues dans le [mémoire préparé conjointement par Équiterre et par le Conseil régional de l'environnement de Montréal](#), tel qu'en font foi les bandes vidéo déposées sur le site des commissions permanentes, à l'adresse : [ville.montreal.qc.ca/zerodechet](http://ville.montreal.qc.ca/zerodechet).

La présentation est suivie d'une période de questions et commentaires des commissaires :

| Commissaires                 | Questions / commentaires  |
|------------------------------|---|
| M. Jérôme Normand            | Remercie les deux organismes pour le dépôt de leur mémoire / S'enquiert de leur position quant au modèle idéal à mettre de l'avant pour la distribution des sacs d'emplettes à usage unique dans les commerces de détail à Montréal (bannissement complet, privilégier les sacs faits de certaines matières, etc.).   |
| Mme Maria Tutino             | Reconnaît les impacts environnementaux importants associés à l'utilisation et à la disposition des matières plastiques / Déploie le fait que les stratégies d'intervention pour diminuer ces impacts varient d'une ville à l'autre sur l'île de Montréal / Se questionne sur l'existence de solutions de remplacement intéressantes, relativement faciles à implanter et qui bénéficient d'une bonne acceptabilité sociale, qui auraient été adoptées dans d'autres villes / Reconnaît l'intérêt des observations contenues dans le mémoire au sujet du rôle qui doit être joué et du soutien que doivent offrir les autres paliers de gouvernement, particulièrement le gouvernement du Québec, pour contribuer à faire de Montréal une agglomération zéro déchet. |
| Mme Catherine Clément-Talbot | Se questionne sur l'intérêt d'imposer une tarification spécifique à l'emballage utilisé pour la livraison à domicile des biens de consommation et des repas prêts-à-cuisiner / Se dit préoccupée par la situation des édifices de neuf logements et plus, qui passent souvent sous le radar des interventions et initiatives d'amélioration de la collecte des matières résiduelles à Montréal.   |
| M. Francesco Miele           | Observe qu'au fil des ans, la facilité est certainement devenue l'un des plus grands « ennemis » de l'environnement (ex. articles jetables) / Suggère que l'amélioration des pratiques pourrait passer par l'offre d'alternatives acceptables qui soient également faciles d'accès et d'utilisation / Demande si, au-delà de la tarification et des mesures d'écofiscalité, le bannissement (donc l'absence complète d'accès à un article à usage unique) ne serait pas, dans certains cas, la meilleure solution envisageable.   |
| Mme Josefina Blanco          | Demande quelle est la position des deux organismes à l'égard du gaspillage vestimentaire et de la présence de boîtes de dons sur le territoire de l'agglomération de Montréal.  |
| Mme Valérie Patreau          | Demande si certaines données particulières apparaissent comme manquantes dans le projet de Plan directeur et devraient en conséquence être recueillies par l'agglomération pour une mise en œuvre réussie de ce Plan.   |

La présidente remercie Mmes Thorpe et Côté et cède la parole à M. Claude Rainville, à Mme Marie-Ève Cadieux et à Mme Isabelle Bissonnette, respectivement directeur général, coordonnatrice des services aux membres et des communications internes et chargée de projet en transition écologique à la Société de développement de l'Avenue du Mont-Royal.

**3.3 M. CLAUDE RAINVILLE, DIRECTEUR GÉNÉRAL, MME MARIE-ÈVE CADIEUX, COORDONNATRICE DES SERVICES AUX MEMBRES ET DES COMMUNICATIONS INTERNES ET MME ISABELLE BISSONNETTE, CHARGÉE DE PROJET EN TRANSITION ÉCOLOGIQUE, SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'AVENUE DU MONT-ROYAL**

M. Rainville, Mme Cadieux et Mme Bissonnette présentent le point de vue de leur organisation portant sur les pratiques écoresponsables et la contribution potentielle des commerces à la

transition écologique. En font foi le [mémoire soumis](#) ainsi que les bandes vidéo déposées sur le site des commissions permanentes, à l'adresse : [ville.montreal.qc.ca/zerodechet](http://ville.montreal.qc.ca/zerodechet).

La présentation est suivie d'une période de questions et commentaires des commissaires :

| Commissaires        | Questions / commentaires   |
|---------------------|--|
| Mme Josefina Blanco | Remercie la Société de développement pour le dépôt de ce mémoire / S'enquiert de l'existence de pistes d'intervention précises émanant des pratiques des commerçantes et commerçants de l'avenue du Mont-Royal et qui seraient intéressantes à explorer pour lutter plus globalement contre le gaspillage alimentaire et vestimentaire à Montréal / S'interroge sur la collaboration qui existe à cet égard entre les différentes sociétés de développement commercial à Montréal, dans une perspective d'émulation. |
| Mme Valérie Patreau | Relevant l'intérêt qui aurait été manifesté par la clientèle de l'avenue du Mont-Royal pour des commerces qui adoptent des pratiques écoresponsables, demande si cet intérêt se traduit par l'établissement de nouveaux commerces dont la vocation est plus directement liée au développement durable.   |

La présidente remercie M. Rainville, Mme Cadieux et Mme Bissonnette, puis annonce que la Commission prendra maintenant une pause d'une dizaine de minutes avant d'entendre les prochains intervenants et intervenantes.

#### PAUSE

La présidente invite M. Jean-Philippe Vermette, directeur, Interventions et politiques publiques du Laboratoire sur l'agriculture urbaine à prendre la parole.

#### 3.4 M. JEAN-PHILIPPE VERMETTE, DIRECTEUR, INTERVENTIONS ET POLITIQUES PUBLIQUES, LABORATOIRE SUR L'AGRICULTURE URBAINE

M. Vermette présente la position de son organisation concernant la gestion décentralisée des matières organiques et l'agriculture urbaine. Cette position est détaillée dans le [mémoire](#) et la [présentation](#) soumis dans le cadre de cette consultation. En font foi les bandes vidéo déposées sur le site des commissions permanentes, à l'adresse : [ville.montreal.qc.ca/zerodechet](http://ville.montreal.qc.ca/zerodechet).

La présentation est suivie d'une période de questions et commentaires des commissaires :

| Commissaires                 | Questions / commentaires  |
|------------------------------|---|
| M. Jérôme Normand            | Demande quels seraient les freins potentiels à la mise en œuvre des trois projets pilotes de gestion décentralisée des matières organiques proposés dans le mémoire, notamment en fonction des orientations actuellement incluses dans le projet de Plan directeur / S'interroge sur la compatibilité de l'approche axée sur la construction de centres de compostage et de biométhanisation telle que privilégiée par l'agglomération avec celle proposée par l'intervenant et visant une gestion décentralisée des matières organiques. |
| Mme Catherine Clément-Talbot | S'interroge sur le coût, l'espace occupé et le degré de dangerosité associés à l'implantation de composteurs industriels à proximité des principaux générateurs de matières organiques.   |
| Mme Maria Tutino             | Exprime un intérêt pour les projets pilotes proposés / Demande comment obtenir plus d'informations à ce sujet, notamment pour les villes de l'agglomération qui souhaiteraient mettre en œuvre des projets de gestion décentralisée des matières organiques sur leur territoire.  |
| M. Francesco Miele           | S'interroge sur la possibilité d'implanter des équipements de gestion décentralisée des matières organiques qui soient enfouis et qui puissent desservir des immeubles à habitations multiples (neuf logements et plus) / Demande quel palier gouvernemental (Ville ou ministère) délivre les autorisations nécessaires pour utiliser les composteurs industriels.  |

La présidente remercie M. Vermette et cède la parole à M. Mario Grenier, vice-président et directeur général et à Mme Johanna Vanhove, directrice des ventes et du marketing pour l'entreprise Dyne-a-Pak Inc.

**3.5 M. MARIO GRENIER, VICE-PRÉSIDENT ET DIRECTEUR GÉNÉRAL ET MME JOHANNA VANHOVE, DIRECTRICE DES VENTES ET DU MARKETING, DYNE-A-PAK INC.**

M. Grenier et Mme Vanhove présentent la position de leur entreprise, qui porte principalement sur les avantages et les impacts environnementaux du polystyrène, notamment à partir d'analyses du cycle de vie. En font foi le [mémoire](#), la [présentation](#) et les bandes vidéo déposés sur le site des commissions permanentes, à l'adresse : [ville.montreal.qc.ca/zerodechet](http://ville.montreal.qc.ca/zerodechet).

La présentation est suivie d'une période de questions et commentaires des commissaires :

| Commissaires        | Questions / commentaires   |
|---------------------|--|
| Mme Valérie Patreau | S'enquiert de la provenance de la matière recyclée utilisée par l'entreprise / S'interroge sur le pourcentage idéal de contenu de matières recyclées qui devrait servir à la production des emballages plastique / Demande si des données sont disponibles au sujet des volumes de polystyrène générés dans le secteur alimentaire à Montréal.   |
| Mme Maria Tutino    | Remercie les intervenants pour la qualité du mémoire déposé / Demande quels sont les principaux défis auxquels font face les municipalités qui souhaitent recycler le polystyrène et comment ces problèmes pourraient être réglés / Demande si des municipalités ont pu bénéficier de l'aide financière offerte par la Foam Recycling Coalition (FRC) / Relevant les données présentées dans le mémoire au sujet des coûts environnementaux supplémentaires qui auraient été associés à un remplacement du plastique par des matériaux substitués pour l'année 2015 aux États-Unis, demande si ces données ont été actualisées pour l'année 2020 considérant les initiatives de recherche et de développement des dernières années et les nouvelles alternatives maintenant disponibles. |
| M. Jérôme Normand   | Soulève la question des volumes de matières polystyrène qui devraient être collectées par l'agglomération de Montréal pour que l'implantation d'une telle collecte soit avantageuse et puisse intéresser les recycleurs et conditionneurs de la région / Demande s'il existe bel et bien un marché pour le transport sur de grandes distances et le recyclage du polystyrène s'il était bien trié, et le cas échéant, quelles conditions devraient être mises en place pour que cette matière soit recyclée dans toutes les municipalités du Québec.   |
| Mme Fanny Magini    | Dans une perspective de réduction à la source, demande s'il serait envisageable de produire des barquettes plastique à usage multiple pour le secteur de l'alimentation, avec la sensibilisation et la collaboration des commerces et de la population (à l'aide, par exemple, d'incitatifs financiers).   |

La présidente remercie M. Grenier et Mme Vanhove, puis cède la parole à M. Cameron Stiff, directeur du développement chez GroLoup Inc.

**3.6 M. CAMERON STIFF, DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT, GROLOUP INC.**

M. Stiff expose le point de vue de l'entreprise qu'il représente et qui porte principalement sur des approches et des instruments innovants de gestion des matières organiques en milieu urbain. En font foi le [mémoire soumis](#) à la Commission ainsi que les bandes vidéo déposées sur le site des commissions permanentes, à l'adresse : [ville.montreal.qc.ca/zerodechet](http://ville.montreal.qc.ca/zerodechet).

La présentation est suivie d'une période de questions et commentaires des commissaires :

| Commissaires     | Questions / commentaires   |
|------------------|--|
| Mme Maria Tutino | Reconnait l'intérêt du traitement <i>in situ</i> des matières organiques, qui permet d'éviter le transport, générateur de gaz à effet de serre / Demande quelle serait la taille minimale d'un composteur qui permettrait ce type de traitement, quel en serait le coût et quelle en est l'efficacité / S'enquiert de la possibilité, pour de petites municipalités, d'installer et d'entretenir ce type de composteur / Craint qu'il ne soit problématique pour ces municipalités de devoir assumer les coûts associés à la fois à la construction et au maintien en opération de grand centres de compostage et de biométhanisation à l'échelle de l'agglomération et à l'installation de ces composteurs <i>in situ</i> / Demande si de telles expériences existent ailleurs au Canada, à titre de comparaison. |

La présidente remercie M. Stiff pour sa présentation.

#### 4. Levée de l'assemblée

Avant de procéder à la levée de l'assemblée, la présidente remercie à nouveau toutes les personnes qui ont pris le temps de préparer un mémoire et de se déplacer pour le présenter à la Commission. Elle indique que les mémoires présentés aujourd'hui seront disponibles en ligne demain, sur la page dédiée à la consultation sur le site web des commissions permanentes.

La présidente rappelle que la Commission se réunira une dernière fois ce mercredi, le 22 janvier en avant-midi, pour entendre les avis et opinions d'autres personnes qui se sont inscrites pour participer à cette consultation. Elle invite toutes les personnes intéressées à suivre cette assemblée, soit par webdiffusion ou encore en se présentant à la salle du conseil de l'hôtel de ville (édifice Lucien-Saulnier).

La séance est levée à 22 h 22, sur une proposition de Mme Catherine Clément-Talbot, appuyée Mme Lisa Christensen.

**DÉPOSÉ LE 24 AOÛT 2023**

---

Valérie Patreau  
Présidente  
Commission sur l'eau, l'environnement, le  
développement durable et les grands parcs

---

Myriam Laforce  
Secrétaire recherchiste